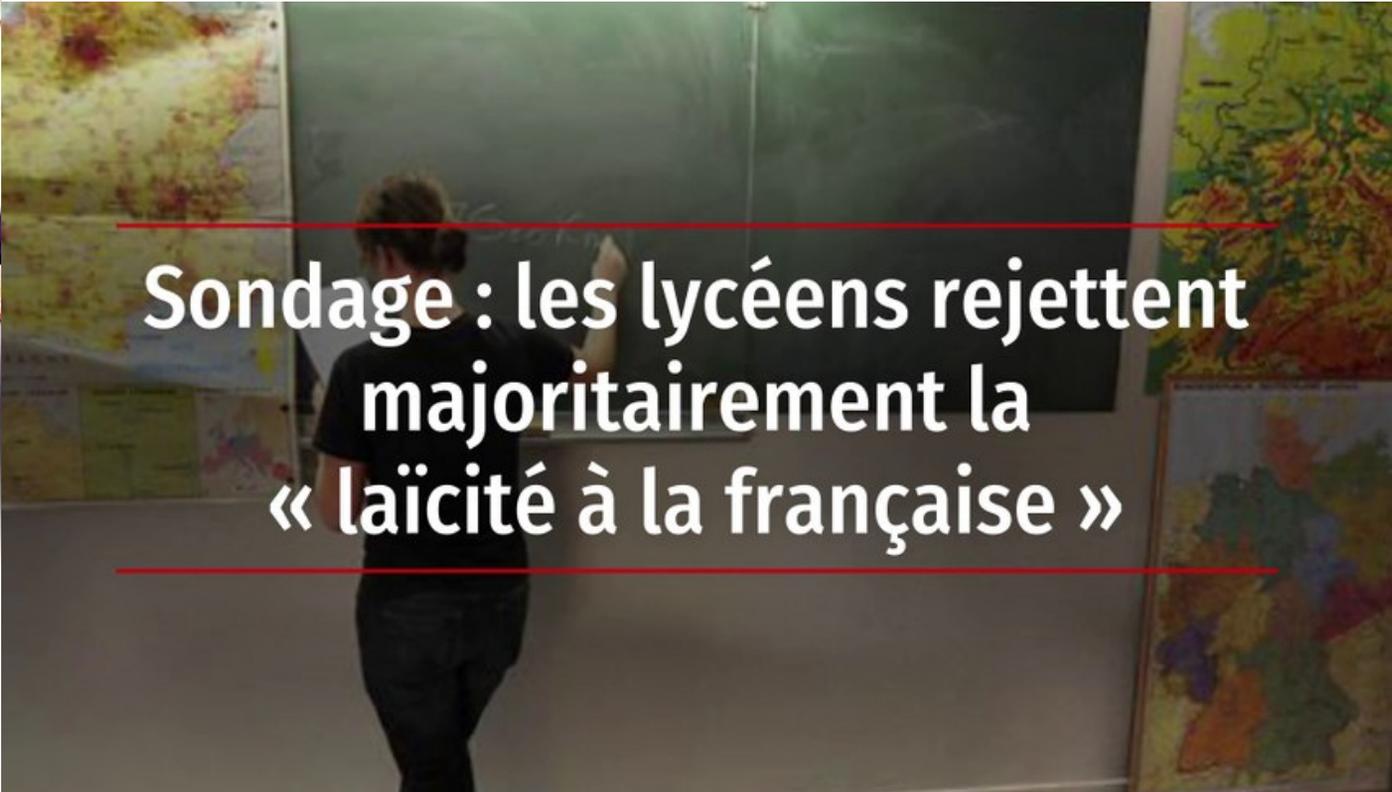


Sondage : les lycéens rejettent majoritairement la « laïcité à la française »

Dans une enquête inédite réalisée pour la revue « Le Droit de vivre » et la Licra, l'Ifop révèle une profonde fracture générationnelle.



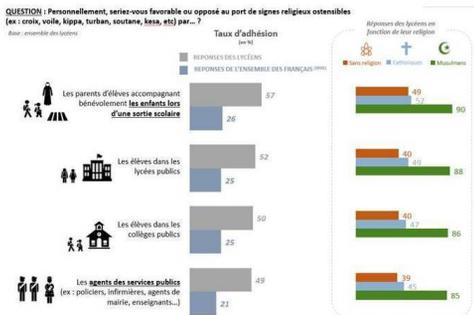
Par Géraldine Woessner



Sondage : les lycéens rejettent majoritairement la « laïcité à la française »

Publié le 03/03/2021 à 06h00 - Modifié le 03/03/2021 à 08h26

Le coup sera rude pour les partisans d'une laïcité « de combat » : leur idéal n'est plus porté par les jeunes générations. Dans un sondage commandé par la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), dont la revue consacre un numéro spécial à la laïcité, l'institut Ifop s'est penché pour la première fois sur la façon dont les lycéens perçoivent l'un des fondements de la République française, inscrit dans la Constitution. Et les résultats de son enquête, réalisée en janvier auprès d'un échantillon représentatif de 1 006 lycéens selon la méthode des quotas, révèlent des fractures béantes. Plus d'un lycéen sur deux (52 %) se dit ainsi favorable au port de signes religieux ostensibles dans les lycées publics, soit deux fois plus que dans l'ensemble de la population (25 %). 49 % ne voient pas d'inconvénient à ce que les agents publics affichent leurs convictions religieuses. Et 38 % sont favorables à ce qu'une loi autorise les élèves à porter un « burkini » (une proportion qui atteint 63 % chez les seuls élèves scolarisés en REP, et 76 % chez les lycéens se déclarant musulmans).



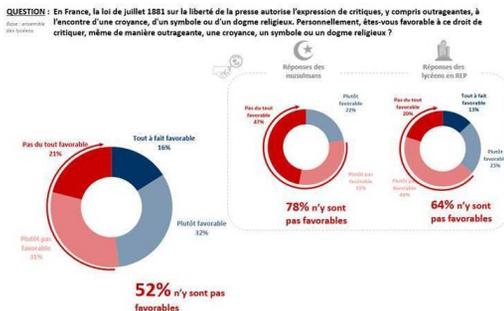
PUBLICITÉ



Une courte majorité refuse le droit au blasphème

Ravivée par l'affaire « Mila », cinq ans après les attentats de *Charlie Hebdo* qui ont suivi la publication de caricatures de Mahomet, la question du « droit au blasphème » clive une opinion lycéenne qui se dit désormais majoritairement opposée au « droit de critiquer une croyance, un symbole ou un dogme religieux ». 52 % des élèves du secondaire n'y sont pas favorables... Mais la population lycéenne elle-même est divisée : si les jeunes musulmans s'opposent à 78 % au droit d'outrager une religion, de même que 65 % des personnes perçues comme « non blanches » et 60 % des jeunes vivant dans des zones d'éducation prioritaire, ce n'est le cas que de 45 % des catholiques et de 47 % des élèves se définissant « sans religion ».

« Critiquer la religion, c'est agresser les croyants.



Vous lisez actuellement : Sondage : les lycéens rejettent majoritairement la « laïcité à la française »

On ne distingue plus le corpus idéologique de la personne qui y croit », souligne le directeur du pôle « Politique / Actualités » de l'Ifop François Kraus, auteur de l'enquête. « C'est la victoire d'une vision anglo-saxonne ou même islamiste des choses. La religion n'est plus perçue comme un corpus de valeurs auxquelles on croit, mais comme consubstantielle de l'identité. Et la moquerie de l'identité étant perçue par certains comme intolérable, les réactions violentes ne sont plus incompréhensibles. » Ainsi 10 % des lycéens n'expriment pas de condamnation ou sont indifférents aujourd'hui à l'égard des auteurs des attentats de 2015... Contre 4 % des jeunes de 15 à 17 ans auxquels la même question avait été posée en 2016.

Une conception « minimaliste » de la laïcité

Comment expliquer d'aussi profonds changements de perception ? « L'enquête met en exergue un double clivage : entre les jeunes et le reste des Français d'une part, et d'autre part entre les jeunes musulmans ou représentants de minorités ethniques, et le reste de la jeunesse, qui fait preuve de tolérance, mais n'est pas sur une ligne de revendication forte », analyse François Kraus. Dans l'ensemble, les lycéens ont une conception « minimaliste » de la laïcité, qu'ils voient comme un outil destiné à « mettre toutes les religions sur un pied d'égalité » (29 %) ou à « assurer la liberté de conscience ». Seuls 11 % d'entre eux considèrent qu'elle consiste à « faire reculer l'influence des religions dans la société », contre 26 % de leurs aînés. Partant, les lois visant à encadrer l'application de la laïcité en France sont perçues par plus d'un lycéen sur trois (37 %) comme discriminatoires à l'égard des musulmans (opinion partagée par 81 % des élèves musulmans, et par 55 % de ceux vivant en zone d'éducation prioritaire.) « Actuellement, les musulmans représentent 14 % de la population lycéenne, et ce noyau est très hostile au dispositif actuel de laïcité. Mais au-delà, il y a toute une jeunesse qui partage ces revendications. C'est particulièrement fort dans les quartiers populaires, où l'on observe un phénomène d'acculturation qu'avaient très bien décrit les sociologues [Anne Muxel et Olivier Galland dans leur enquête « La Tentation radicale »](#) : « Même si on n'est pas musulmans, on est solidaire des causes et du droit des jeunes à afficher leurs traits culturels et identitaires. (...) Compte tenu du poids croissant des musulmans en France, et de la réticence de cette jeunesse à l'égard des dispositifs législatifs actuels, on ne peut que se poser la question de la pérennité de la loi de 2004 » sur l'interdiction à l'école des signes religieux ostentatoires, « qui pourrait n'avoir plus, demain, d'assise politique suffisante pour se maintenir en l'état », souligne le chercheur. À moins d'un changement d'approche radical ?

À LIRE AUSSI

Catherine Kintzler : « Le régime de laïcité est un minimalisme »

Trente ans d'erreurs éducatives

C'est ce qu'avance la philosophe Catherine Kintzler, spécialiste de l'éducation et de la laïcité, qui lit dans ce sondage la

Vous lisez actuellement : Sondage : les lycéens rejettent majoritairement la « laïcité à la française »

l'individu, constitutive de sa conscience. De la même manière que les élèves ne distinguent plus les espaces privé, social, ou public au sens juridique du terme (l'école, les tribunaux, etc.), ils ne font plus la distinction entre la croyance ou l'opinion, et les personnes qui y adhèrent », s'alarme-t-elle. « Notre éducation ne conduit plus les élèves à l'extérieur de leur sphère habituelle. On se targue de faire de la formation à l'esprit critique, mais en réalité, on fait le contraire ! Juxtaposer les opinions ne constitue pas la démarche critique. La démarche critique consiste à prendre ses distances avec un ensemble, et à s'interroger sur les conditions de possibilité d'une pensée. Pour faire comprendre la distinction entre croyants et non-croyants, la meilleure voie est de passer par les religions auxquelles on ne croit plus, en étudiant les dieux de l'Égypte ancienne, la mythologie des Grecs... Ces lents détours par les humanités – les mathématiques, l'histoire des sciences, la grammaire... –, qui permettent à chacun de faire un pas de côté et de penser contre soi-même, ne sont plus effectués. L'école informe. Mais elle n'instruit plus... »

Le ministre Jean-Michel Blanquer, pour l'heure, a confié à l'ancien inspecteur de l'éducation nationale Jean-Pierre Obin une mission pour harmoniser et améliorer la formation des enseignants et chefs d'établissement à la laïcité. Un début...

LA RÉDACTION VOUS CONSEILLE

- [Islamisme à l'école, histoire d'un déni](#)
- [EXCLUSIF. La dernière classe de Samuel Paty](#)

POLITIQUE

SOCIÉTÉ

EDUCATION

Contenus sponsorisés

Taboola Feed

[2021] Nouvelle année, nouvelle silhouette

Contenu sponsorisé |

commejaime.fr

Les Français nés après 1966 qui payent + de 250€ d'impôts par mois peuvent être exonérés

Contenu sponsorisé |

Mon-comparateur.fr

Dès 12 250€, l'excellence Allemande prend des airs de Corsa

Contenu sponsorisé |

Opel

Prêt pour une nouvelle relation ? Conseils pour les plus de 40 ans

Contenu sponsorisé |

EliteRencontre

Comment retirer facilement le cérumen

Contenu sponsorisé |

Bulletin Santé

Proche de Saint-cloud, des appartements neufs disponibles !

Contenu sponsorisé |

Groupe Edouard Denis

Brigitte Macron : sa nouvelle astuce pour qu'on ne remarque pas sa nouvelle couleur de cheveux !

Contenu sponsorisé |

Elle

Anne-Sophie Lapix en couple avec Arthur

Contenu sponsorisé |

TDN

EXCLUSIF – Dupond-Moretti dévoile sa réforme de la justice

La transmission comme promesse d'avenir

Vous lisez actuellement : Sondage : les lycéens rejettent majoritairement la « laïcité à la française »

Covid-19 : Didier Raoult met en cause... la consommation de chicha

Le Point

Le vaccin AstraZeneca "n'est pas un vaccin de seconde zone", assure Alain Fischer

Le Point

La Russie intercepte trois avions français au-dessus de la mer Noire

Le Point

Philippe Labro - « Quand la France se réveillera »

Le Point

158 Commentaires 

[Commenter](#)

Par ussat le 04/03/2021 à 08:19

Inquiétant...

Ce sondage démontre à l'évidence le rejet des lois de la république par une majorité de musulmans, sous-entendu, primauté à la loi religieuse... C'est inquiétant...

Par clarel le 04/03/2021 à 08:17

Si 88% rejettent notre laïcité

88 % rejettent leurs pères qui l'avaient acceptée.

C'est, à leur façon, un mai 68 contre l'autorité parentale conduite par des intégristes.

Pour eux aussi il est interdit d'interdire, il est simplement obligé d'obéir à la doxa de l'islam radical.

C'est nous qui n'avons rien compris.

Ou rien voulu comprendre.

Par Biglotron le 04/03/2021 à 08:03

Seigneur, pardonne-leur, ils ne savent pas ce qu'ils font

Terrifiant et fascinant, ce pouvoir de fascination qu'exerce le concept de soumission sur l'esprit humain. Dans les deux sens.

Sans vouloir en rien l'excuser, je saurais pour autant le comprendre du point de vue logique, de ceux qui l'exercent, comme prolongement de l'instinct prédateur de l'Homme : c'est une façon parmi cent autres d'exercer un pouvoir.

En revanche, je suis effaré de constater cette fascination, apparemment majoritaire, de la part des victimes potentielles. Accepter, par principe, de se soumettre (et le déclarer !) alors qu'on n'y est en rien obligé, ne répond même pas à un instinct de survie. Juste une réponse inconsidérée dictée par la méconnaissance ou, sans doute déjà, la perte amorcée d'une liberté acquise à la naissance et dont on n'a pas conscience de la valeur. Parce qu'on ne s'est pas battu pour l'acquérir, on n'a que peu de niaque à l'idée de la défendre, voire de l'imaginer menacée.

J'espère seulement que cette génération de lycéens bêlants ne verra pas des centaines de milliers d'entre eux inscrits sur les futurs monuments aux morts d'une guerre plausible, conséquence d'une soumission devenue intolérable. L'Histoire a montré, malheureusement, que tel en est habituellement le prix.